



« Conflits, sécurité et développement » ou les conflits entre la sécurité et le développement? Regards critiques sur le rapport 2011 de la Banque mondiale

CHARLES SALIBA-COUTURE

*Chercheur associé à l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires
de la Chaire Raoul-Dandurand
csalibacouture@hotmail.com*



Le lien entre la sécurité et le développement : Un « nouveau » mot d'ordre international

Le 11 avril dernier, la Banque mondiale a publié le *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, sécurité et développement*. Ce rapport s'inscrit dans la même logique qu'un discours prononcé en 2008 par le Président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick : « En 2008, j'ai prononcé un discours sur le thème « Sécuriser le développement » à l'Institut international des études stratégiques. À cette occasion, j'ai mis l'accent sur le fait que les questions de sécurité, de gouvernance et de développement étaient indissociables. J'ai fait remarquer que les disciplines concernées n'étaient pas suffisamment intégrées pour traiter des problèmes aussi étroitement liés. J'ai souligné aussi la nécessité de conjuguer la sécurité et le

développement de manière à jeter des bases suffisamment solides pour rompre les cycles de conflits et de situations fragiles. »¹.

Le lien sécurité et développement (*the security-development nexus*) constitue un « nouveau » mot d'ordre², et il est loin d'être réservé à la Banque mondiale; bien au contraire, ce mot d'ordre est répété, au point d'en devenir « monotone » (Duffield, 2005 : 142), par plusieurs organisations internationales, régionales et non-gouvernementales de même que par plusieurs gouvernements nationaux, qui insistent sur le fait que la sécurité et le développement sont, ou du moins doivent être, liés : « Il ne peut y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité. » (ONU, 2005 : 85). Un des acteurs, souvent cité dans la littérature comme étant le précurseur du lien sécurité et développement, est le *Department for International Development* (DFID) du Royaume-Uni, qui a notamment publié un rapport en 2005 — rapport largement cité depuis — s'intitulant *Fighting Poverty to Build a Safer World: A Strategy for Security and Development*. Face à un monde aux frontières (géographiques) de plus en plus

¹ La version française du rapport est seulement disponible en version abrégée : http://wdr2011.worldbank.org/sites/default/files/FRENCH_WDR2011_OVERVIEW.pdf.

² Le mot d'ordre « sécurité et développement » s'inscrit bien évidemment dans une certaine continuité historique, mais il existe tout de même certaines nouveautés dans la manière qu'il est conceptualisé à l'heure actuelle par plusieurs décideurs politiques sur la scène internationale. Voir notamment Hettne (2010).

poreuses, la frontière (disciplinaire) entre la sécurité et le développement semble ne plus tenir. Un ensemble d'acteurs sur la scène internationale font alors la promotion d'une approche « cohérente », « coordonnée », « intégrée » et « holistique » (voir notamment Picciotto, 2004). À titre d'exemple, cette approche s'est traduite, au Canada, par le développement de l'approche « 3D » (i.e. défense, diplomatie, développement), qui a d'ailleurs été appliquée en Afghanistan, notamment par le déploiement d'une équipe constituée d'experts provenant tant du champ « développemental » que « militaire » (i.e. *Provincial Reconstruction Team* — PRT).

Le lien sécurité et développement doit possiblement sa popularité au nombre quasi-infini d'enjeux auquel il fait référence : pauvreté, conflits, États « fragiles », terrorisme, gouvernance, etc. Nous nous intéresserons, dans le cadre de ce court article, à l'interprétation qui est faite de ce nexus par la Banque mondiale³ dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, sécurité et développement*, et à ses implications pour l'aide (publique) au développement. L'objectif ne consiste donc pas à « chercher et trouver » *quels* sont les liens entre la sécurité et le développement, mais plutôt de comprendre *comment* et *pourquoi* de tels liens ont été établis, et quelles sont les conséquences que cela peut avoir sur la nature de l'aide au développement.

Le cycle de la violence : Une « structure vicieuse »?

Bien que le rapport 2011 de la Banque mondiale insiste sur la multitude des formes de violences (crime organisé, terrorisme transnational, protestation sociale, rébellion et gangs de rue, etc.), il insiste principalement sur le conflit violent intraétatique (i.e. guerre civile). Cette attention particulière portée au conflit violent intraétatique se reflète d'ailleurs dans la littérature scientifique, où plusieurs chercheur(e)s se concentrent sur ce qu'ils/elles qualifient souvent de « nouvelles guerres » (*new wars*), en opposition aux « anciennes », qui seraient, quant à elles, interétatiques⁴. Dans son rapport, la Banque mondiale associe, quant à elle, cette « nouveauté » à la *répétition* du conflit violent, créant ainsi ce qu'elle nomme des « cycles de violence ». Un tel argument sous-entend que la principale cause du conflit violent (futur) est le conflit violent présent ou passé, argument qui s'inspire largement des études de Paul Collier (Collier *et al.*, 2003 ; Collier, 2007), économiste de renommée internationale à l'Université d'Oxford et ancien directeur du Groupe de recherche sur le développement à la Banque mondiale (1998-2003). Paul Collier a notamment développé le concept de « *conflict trap* », concept repris par la Banque mondiale dans son rapport 2011, bien que légèrement modifié, puisque la source qui alimenterait ce « cercle vicieux » ne serait plus tant le faible revenu tel que Collier le souligne dans ses écrits que le déficit institutionnel. La promotion d'institutions légitimes et compétentes, fondées sur une gouvernance plus « inclusive » et une confiance accrue de la part de la population locale, devient alors, pour la Banque mondiale, la solution ultime permettant de mettre un terme au « cycle de la violence ».

Ainsi, le « cycle de la violence » prend-il la forme d'une « structure » qui s'*autoreproduit*, s'*autoalimente*. Comme toute approche « structurante », le risque est souvent celui d'oublier le rôle des agents ou des acteurs dans l'entretien de ce « cycle de la violence ». La logique voulant que « tout soit lié » (*everything-is-related-to-everything* (Youngs, 2008 : 422)) a donc non seulement pour effet pervers de déresponsabiliser les « coupables » en s'en prenant à une « structure » dépersonnalisée, mais elle a également tendance à régler le « problème de la poule et de l'œuf » de manière assez simpliste en établissant un lien de double causalité : « Chacun est cause et effet *à la fois*, et *personne* ne peut donc être cause de quoi que ce soit. » (Beck, 2001 : 59). Le rapport de la Banque mondiale souligne d'ailleurs les

³ Nous nous référons également, à quelques reprises, au DFID, considéré comme *leader* dans la conceptualisation du nexus sécurité et développement.

⁴ Opposition qui est d'ailleurs largement contestée (et contestable) dans la littérature. Voir notamment Duffield (2002).

difficultés qui se posent dans la différenciation entre causes et conséquences de la violence (Banque mondiale, 2011 : 6). Le rapport demeure assez flou et bref dans la description des causes du conflit violent, mais il insiste toutefois sur ses conséquences, perçues comme dépassant le cadre national. En effet, le rapport reprend, à plus de vingt reprises, l'expression « *spillovers* » afin de qualifier les conséquences « régionales », voire « globales » du conflit violent : « Répétés et interreliés, ces conflits ont des répercussions régionales et globales. Les décès, la destruction, et le retard au niveau du développement dus au conflit sont néfastes pour les pays en situation de conflit, et *leurs effets débordent tant au niveau régional que global.* »⁵ (Banque mondiale, 2011: 5) [C'est nous qui soulignons]. Ainsi, alors que les causes du conflit violent, retenues par le rapport 2011 de la Banque mondiale, sont internes (i.e. institutions faibles et illégitimes, corruption, mauvaise gouvernance, chômage élevé, etc.), les conséquences, quant à elles, sont perçues comme étant principalement externes. Autrement dit, les mondes « développé » et « sous-développé » sont perçus comme étant interdépendants lorsqu'il s'agit d'expliquer les *conséquences* du conflit violent et de la pauvreté; toutefois, lorsqu'il s'agit d'en expliquer les *causes*, les mondes deviennent soudainement indépendants et autonomes. L'idée que les pays « occidentaux » auraient une responsabilité quelconque dans le développement d'un conflit violent ou de la pauvreté, est donc dès le départ écartée :

[...] le discours *mainstream* sur la sécurité orthodoxe et le développement traite, en des termes idéologiques, le monde tel quel, et par conséquent, il écarte dès le départ certaines questions. À titre d'exemple, la Banque mondiale ne peut se permettre de considérer l'idée selon laquelle le capitalisme pourrait être une cause de la pauvreté globale plutôt qu'une solution. [...] En somme, cela permet de créer une vision du monde qui encadre et délimite les interprétations permises de la sécurité et du développement. (Wilkin, 2002 : 641).

Il s'agit d'un double processus, soit l'internalisation des causes et l'externalisation ou l'internationalisation des conséquences. Étant donné la menace sécuritaire (et économique) qu'un conflit violent peut engendrer à l'échelle globale, le défi et l'intérêt de combattre le conflit violent deviennent « partagés » (Banque mondiale, 2011 : 66). La question est maintenant de savoir : quelles sont les conséquences d'une vision « interdépendante » des mondes sur les rapports entretenus avec les « pauvres » et le monde « sous-développé »?

L'interdépendance et les « pauvres » : Des plus menacés...aux plus menaçants?

Comme nous l'avons mentionné, le cadre normatif dans lequel s'inscrit le nexus sécurité et développement serait principalement celui de l'interdépendance, interdépendance entre la sécurité et le développement certes, mais également, et peut-être surtout, entre le monde sous-développé et le monde développé, entre le monde d'où provient l'insécurité et le monde subissant cette insécurité : « Le nouveau cadre est celui de l'interdépendance. Le développement est une cause morale, bien sûr, mais il s'agit également du bien-être des pays développés [...]. » (Maxwell, 2009 : 768). Le mot d'ordre liant la sécurité et le développement prend donc un nouveau sens : il s'agit de « les » développer afin de « nous » sécuriser⁶. Les « pauvres » et le monde « sous-développé » sont alors associés à un ensemble de menaces et de risques sécuritaires : conflits violents, attaques terroristes, trafic de drogues, etc. Le rapport de la

⁵ Notons qu'il s'agit de traductions libres (de l'anglais au français), et ce, afin d'assurer une certaine fluidité et rendre la lecture plus agréable.

⁶ Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la « sécurité » renvoie *seulement* à la sécurité des pays développés, mais plutôt de constater que la sécurité des pays sous-développés semble, la plupart du temps, passer *en second plan* dans l'interprétation du nexus sécurité et développement. D'ailleurs, plusieurs chercheurs soulignent que, très souvent, lorsque les bailleurs parlent de « sécurité globale », ils font *principalement* référence à la « sécurité des pays du Nord » (Beall, Goodfellow et Putzel, 2006 : 53).

Banque mondiale s'appuie entre autres sur le concept de sécurité humaine⁷ (ou « sécurité du citoyen ») et il affirme à ce sujet :

L'interrelation entre la sécurité et le développement a été débattue sous le concept de sécurité humaine, concept qui comprend les notions de vivre à l'abri de la peur, vivre à l'abri du besoin, et vivre dans la dignité. En plaçant la sécurité et la prospérité des humains au centre, la sécurité humaine traite d'un vaste ensemble de *menaces émanant de la pauvreté et de la violence, de même que de leurs interactions*. (Banque mondiale, 2011 : 45) [C'est nous qui soulignons].

Les menaces sécuritaires proviendraient donc principalement des pauvres et du monde sous-développé et du rapport qu'ils entretiennent à la violence. Les pauvres ne sont donc plus simplement perçus comme étant les principales victimes de conflits violents et donc les plus menacés; ils sont également vus comme étant les plus menaçants. L'objectif consiste alors à *contenir* la pauvreté et les menaces qui lui sont associées, notamment le conflit violent :

Le mouvement des personnes victimes de violence, le déplacement des personnes pouvant traverser les frontières et devenir des réfugiés, l'interruption des échanges commerciaux, l'expansion de réseaux criminels suggèrent l'idée selon laquelle la violence ne peut être facilement contenue, tout particulièrement lorsque les institutions dans les pays avoisinants sont faibles. (Banque mondiale, 2011 : 77-78) [C'est nous qui soulignons].

Le développement devient alors une stratégie de *containment* (Duffield, 2010), visant à renverser l'interdépendance des mondes, à empêcher la circulation des pauvres et des menaces sécuritaires, à reproduire la division biopolitique entre le Nord et le Sud de manière « durable » (i.e. sécurité et développement durable) (Duffield, 2010), de même qu'à assurer l'autonomie du monde sous-développé (*self-management*) (Duffield, 2005, 2007, 2010). Les expressions « *ownership* » (appropriation) et « *empowerment* » (acquérir un « pouvoir de et sur ») reviennent d'ailleurs fréquemment dans le rapport de la Banque mondiale. « Développer pour sécuriser » prend donc un sens particulier : il s'agit de rendre les pauvres autonomes (i.e. les développer) afin de contenir la menace (i.e. nous sécuriser). On constate alors un danger dans l'expression « sécuriser le développement », retenue par Robert B. Zoellick dans son discours prononcé en 2008, puisqu'à force de « sécuriser le développement », l'un finit par devenir synonyme de l'autre. Un tel constat nous amène à nous questionner sur les implications que cela peut produire sur l'aide au développement, ou plutôt devrions-nous dire sur l'« aide à la sécurité » (CIDSE, 2006 : 21)?

L'aide au développement...ou l'aide à la sécurité?

Les « acteurs du développement » se sont longtemps tenus loin des pays en situation de conflit. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que les bailleurs cessent de travailler « autour » du conflit (*working around conflict*), et interviennent dans les pays en situation de conflit (*working in conflict*), voire sur le conflit lui-même (*working on conflict*)⁸ (Goodhand et Atkinson, 2001). Les « développeurs » voient leur mandat considérablement élargi, puisqu'il s'agit alors d'« aider » le développement *et* la paix. Le lien établi entre la sécurité et le développement a sans aucun doute joué un rôle considérable dans l'intégration de l'aide au développement au paradigme sécuritaire, intégration qui prend entre autres la forme d'un rôle pacificateur

⁷ Concept qui est souvent perçu comme étant à l'origine du lien sécurité et développement. Voir notamment Klein Goldewijk (2008).

⁸ La distinction entre « *working in conflict* » et « *working on conflict* » réside dans le fait que la première approche se contentera d'éviter d'augmenter le conflit (i.e. l'approche *do no harm* (Anderson, 1999)), alors que la seconde tentera de réduire le conflit et d'instaurer la paix (i.e. *do good*).

accordé à l'aide au développement (résolution de conflit, prévention de conflit, reconstruction post-conflit, etc.). Le rapport mondial 2011 de la Banque mondiale souligne à de nombreuses reprises les conséquences dévastatrices du conflit violent sur le développement et insiste sur le fait que le conflit soit un obstacle majeur à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Le rapport comprend d'ailleurs une section complète intitulée « *Repeated Violence Threatens Development* ». Le rôle, plus ou moins implicite, de l'aide au développement consiste donc à « briser » ce « cycle de la violence ». Mais, comment s'y prendre ?

La principale proposition du rapport 2011 de la Banque mondiale consiste à « transformer les institutions » (*institutional transformation*), expression qui apparaît plus d'une centaine de fois : transformer les institutions de manière à renforcer la confiance de la population (*confidence-building*), à assurer une résilience institutionnelle à la violence, à garantir la sécurité et la justice ainsi qu'à créer des emplois. Un projet fort ambitieux, qui prendrait, selon ce rapport, environ une génération. Il s'agit donc d'une transformation institutionnelle assez « radicale », voire d'une transformation de la société dans son ensemble, processus que Duffield qualifie de « radicalisation du développement » : « [...] la volonté, au sein des politiques *mainstream*, de transformer les sociétés dans leur totalité. » (Duffield, 2001 : 22) [C'est nous qui soulignons]. Puisque le conflit « détruirait » le développement, les institutions et la cohésion sociale, alors *tout* serait à « construire ». En plus de cette radicalisation, l'aide au développement connaît ce que certain(e)s nomment une « sécuritisation »⁹. En effet, en faisant tomber la frontière entre la sécurité et le développement, la sécuritisation du développement — ou ce que Robert B. Zoellick nomme « sécuriser le développement » —, et le virage sécuritaire de l'aide au développement qui en découle, sont facilités. De nombreux enjeux, programmes et dépenses, traditionnellement définis comme « sécuritaires », sont maintenant (ré)interprétés comme « développementaux » (e.g. réforme du secteur de la sécurité). Un tel processus s'est vivement accéléré suite aux attentats du 11 septembre 2001 (Trachsler, 2008), ce qui nous amène à parler de « terrorisation » de l'aide au développement (i.e. instrumentalisation de l'aide au développement dans l'agenda de la lutte contre le terrorisme). Plusieurs pays considérés comme étant les plus pauvres, se trouvant pour la grande majorité sur le continent africain, sont ainsi marginalisés, voire exclus des programmes de développement de nombreux bailleurs. À titre d'exemple, le DFID a choisi de concentrer 90 % de la totalité de l'aide publique au développement britannique à 23 pays (OCDE-CAD, 2010 : 17), d'octroyer au Pakistan le plus grand montant total d'aide entre 2011-2012 et 2014-2015 (Rogers et Evans, 2011), de doubler l'aide au Yémen (Watt, 2011) et d'augmenter de 40 % l'aide en Afghanistan d'ici 2014-2015 (Stratton, 2010), tout cela au détriment de plusieurs pays pauvres tels que la Gambie, l'Angola, le Niger, le Burundi et le Lesotho, retirés récemment de la liste des pays receveurs d'aide (Kelly, 2011). Cette marginalisation des pays pauvres au profit des pays perçus comme « terreaux fertiles au terrorisme » représente une des expressions possibles de la subordination de l'agenda de « lutte contre la pauvreté » à l'agenda de « lutte contre le terrorisme ». Radicalisation, sécuritisation, terrorisation : trois processus de transformation de la nature de l'aide liés au nexus sécurité et développement.

Conclusion : Le nexus sécurité ou développement

Le rapport 2011 de la Banque mondiale prétend que la logique « sécurité avant tout » fait maintenant place à une vision « égalitaire » de la sécurité et du développement : « [...] les approches [...] combinant des initiatives sécuritaires et développementales ont remplacé les anciennes approches suivant la logique « sécurité seulement » » (Banque mondiale, 2011: 122). Le DFID va un peu dans même sens dans son rapport *Fighting Poverty to Built a Safer World: A Strategy for Security and Development*, où il affirme « dépenser de l'argent sur la réduction de la pauvreté est l'équivalent de dépenser de l'argent sur

⁹ Concept développé par Ole Wæver (1995), et repris par plusieurs tenants de l'École de Copenhague, signifiant, de manière générale, qu'un enjeu est transformé en un enjeu sécuritaire par un acte de langage (*speech act*).

un monde plus sécuritaire. » (DFID, 2005 : 23). Ainsi, selon une telle logique, choisir la sécurité signifierait *nécessairement* choisir le développement. Pourtant, le rapport 2011 de la Banque mondiale semble mettre de côté les processus et les dangers dont nous avons traités dans le cadre de cet article, soit la transformation des pauvres en « menaces sécuritaires » et le *containment* des pauvres et du monde sous-développé, la radicalisation, la sécuritisation et la terrorisation de l'aide au développement, la marginalisation des pays les plus pauvres, etc. Comme l'affirment Duffield et Waddell (2006 : 16), il est parfois nécessaire de faire un choix entre la sécurité et le développement : « Tenter d'accroître la cohérence entre le développement et la sécurité sous-entend des tensions et des compromis entre différents agendas en compétition. En effet, parfois, certaines décisions doivent être prises entre le développement et la sécurité. ». Le nexus sécurité *et* développement peut alors prendre la forme du nexus sécurité *ou* développement, puisque, très souvent, l'un se fait au détriment de l'autre.

Peut-être que le rapport « Conflits, sécurité et développement » de la Banque mondiale aurait ainsi dû s'intituler « Conflits entre la sécurité et le développement »... Une chose est certaine : l'étude de ces liens n'a pas fini de faire couler de l'encre, comme le démontre d'ailleurs une revue scientifique entièrement consacrée à ce sujet, soit la revue *Conflict, Security & Development*. Selon nous, il est important de se questionner sur l'agenda de recherche de la majorité des académiciens et académiciennes s'intéressant à de telles questions, et qui consiste à « chercher » à démontrer l'existence de liens entre la sécurité et le développement, comme on peut le constater dans un ouvrage de référence intitulé *Security and Development : Searching for Critical Connections* (Tschirgi, Lund et Mancini, 2010). Devons-nous comme chercheur(e) tenter de résoudre le problème soulevé dans la sphère politique, soit la faiblesse empirique du lien sécurité et développement, et ainsi, mieux comprendre *quels* sont les liens entre la sécurité et le développement? Et ce, même si nous sommes conscient(e)s de l'instrumentalisation politique de ce mot d'ordre par de nombreux acteurs sur la scène internationale? Ou notre rôle devrait-il plutôt être celui de mieux comprendre *comment et pourquoi* de tels liens ont été établis? Il s'agit de deux agendas de recherche bien distincts : alors que le premier prétend pouvoir *expliquer et décrire* le monde tel qu'il est réellement et « découvrir » les liens entre la sécurité et le développement, le second cherche plutôt à *interpréter et comprendre* le monde construit socialement et déconstruire les liens entre la sécurité et le développement.

Bibliographie

- Anderson, Mary B. 1999. *Do No Harm : How Aid Can Support Peace — or War*. Boudler (États-Unis) et Londres : Lynne Rienner, 161 p.
- Banque mondiale. 2011. *World Development Report 2011 : Conflict, Security and Development*. Washington, D.C. : Banque mondiale, 325 p. En ligne : http://wdr2011.worldbank.org/sites/default/files/Complete%202011%20WDR%20Conflict,Security%20and%20Development_0.pdf. Consulté le 5 octobre 2011.
- Beall, Jo, Thomas Goodfellow et James Putzel. 2006. « Introductory Article : On the Discourse of Terrorism, Security and Development ». *Journal of International Development*, vol. 18, no 1 (janvier), p. 51-67.
- Beck, Ulrich. 2001. *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier, 521 p.
- CIDSE. 2006. « Étude de la CIDSE à propos de la sécurité et du développement ». Document de réflexion. En ligne : http://www.cidse.org/uploadedFiles/Publications/Publication_repository/cidse_misc_study_on_security_and_development_jan06_FR.pdf : 48 p.

- Collier, Paul, V. L. Elliott, Håvard Hegre, Anke Hoeffler, Marta Reynal-Querol, et Nicholas Sambanis. 2003. *Breaking the Conflict Trap : Civil War and Development Policy*. Washington, D. C. : World Bank and Oxford University Press, 221 p.
- Collier, Paul. 2007. *The Bottom Billion : Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford et New York : Oxford University Press, 195 p.
- Cox, Robert W. 1981. « Social Forces, States and World Order : Beyond International Relations Theory ». *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 10, no 2, p. 126-155.
- DFID. 2005a. *Fighting Poverty to Build a Safer World : A Strategy for Security and Development*. Strategy Paper. Londres : DFID, 26 p.
- Duffield, Mark. 2001. *Global Governance and the New Wars : The Merging of Development and Security*. Londres et New York : Zed Books, 293 p.
- Duffield, Mark. 2002. « Social Reconstruction and the Radicalization of Development : Aid as a Relation of Global Liberal Governance ». *Development and Change*, vol. 33, no 5, p. 1049-1071.
- Duffield, Mark. 2005. « Getting Savages to Fight Barbarians : Development, Security and the Colonial Present ». *Conflict, Security & Development*, vol. 5, no 2, p. 141-159.
- Duffield, Mark. 2007. *Development, Security and Unending War : Governing the World of Peoples*. Malden, M.A. : Polity, 266 p.
- Duffield, Mark. 2010. « The Liberal Way of Development and the Development-Security Impasse : Exploring the Global Life-Chance Divide ». *Security Dialogue*, vol. 41, no 1 (février), p. 54-76.
- Duffield, Mark, et Nicholas Waddell. 2006. « Securing Humans in a Dangerous World ». *International Politics*, vol. 43, no 1, p. 1-23.
- Goodhand, Jonathan, et Philippa Atkinson. 2001. *Conflict and Aid : Enhancing the Peacebuilding Impact of International Engagement : A Synthesis of Findings from Afghanistan, Liberia and Sri Lanka*. Londres : International Alert, 45 p.
- Hettne, Björn. 2010. « Development and Security : Origins and Future ». *Security Dialogue*, vol. 41, no 1 (février), p. 31-52.
- Kelly, Annie. 2011. « Winners and Losers in the UK Aid Review ». *The Guardian* (Royaume-Uni), 1^{er} mars. En ligne : <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/mar/01/winners-losers-uk-aid-review-reaction?intcmp=239>. Consulté le 13 mai 2011.
- Klein Goldewijk, Berma. 2008. « Why Human? The Interlinkages between Security, Rights and Development ». *Security and Human Rights*, vol. 19, no 1, p. 24-36.
- Maxwell, Simon. 2009. « Book Review : Eliminating World Poverty : Building our Common Future ». *Development Policy Review*, vol. 27, no 6, p. 767-770.
- OCDE-CAD. 2010. *Examen du CAD par les pairs : Royaume-Uni*. Paris : OCDE, 155 p.

- ONU. Assemblée Générale. 2005. *Dans une liberté plus grande : Développement, sécurité et droits de l'Homme pour tous*. A/59/2005. ONU, 98 p.
- Picciotto, Robert. 2004. « Aid and Conflict : The Policy Coherence Challenge ». *Conflict, Security & Development*, vol. 4, no 3, p. 543-562.
- Rogers, Simon, et Lisa Evans. 2011. « UK Aid Review : Which Countries is DFID Cutting? ». *The Guardian* (Royaume-Uni), 1^{er} mars. En ligne : <http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2011/mar/01/uk-aid-review-cuts-dfid>. Consulté le 12 mai 2011.
- Stratton, Allegra. 2010. « Britain to Boost Afghan Aid by 40 % ». *The Guardian* (Royaume-Uni), 18 juillet. En ligne : <http://www.guardian.co.uk/politics/2010/jul/18/uk-afghanistan-aid-increase> . Consulté le 13 mai 2011.
- Tschirgi, Neclâ, Michael S. Lund et Francesco Mancini (dir. publ.). 2010. *Security and Development : Searching for Critical Connections*. Londres : Lynne Rienner, 445 p.
- Wæver, Ole. 1995. « Securitization and Desecuritization ». In *On Security*, sous la dir. de R. D. Lipschutz, p. 46-86. New York : Columbia University Press.
- Watt, Nicholas. 2011. « UK Aid Budget Refocuses 'on Areas of Greatest Need', Including Yemen ». *The Guardian* (Royaume-Uni), 27 février. En ligne : <http://www.guardian.co.uk/global-development/2011/feb/27/uk-aid-budget-andrew-mitchell>. Consulté le 13 mai 2011.
- Wilkin, Peter. 2002. « Global Poverty and Orthodox Security ». *Third World Quarterly*, vol. 23, no 4, p. 633-645.
- Youngs, Richard. 2008. « Fusing Security and Development : Just Another Euro-Platitude? ». *Journal of European Integration*, vol. 30, no 3 (juillet), p. 419-437.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies